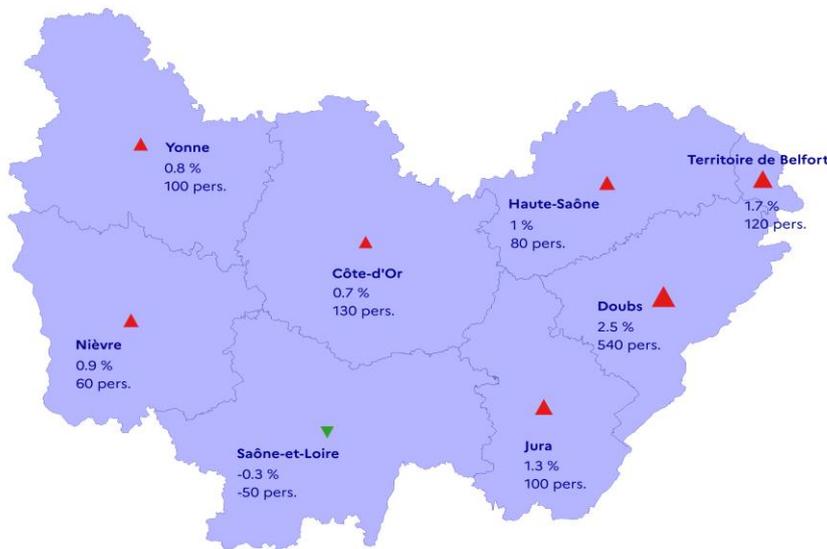


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA CÔTE D'OR

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFPM Cat. A :
+ 0,2 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **18 100** (+ 0,7 % sur un trim.)
Cat. B, C : **18 360** (- 0,2 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **36 460** (+ 0,2 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,7 % au 2^{ème} trimestre 2024
- 0,1 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

222 830 au 2^{ème} trimestre 2024
+ 0,1 % par rapport au 1^{er} Trim. 2024

● RECOURS À L'INTÉRIM

6 130 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2024
- 3,5 % par rapport au 1^{er} Trim. 2024

Au deuxième trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) augmente légèrement en Côte-d'Or, soit 120 emplois supplémentaires par rapport au 1er trimestre 2024. En dehors de l'intérim, l'industrie est dynamique, avec des effectifs en hausse dans les principales activités. Le secteur des services non marchands, plus gros employeur, crée à nouveau des postes. Le commerce maintient ses emplois. En revanche, les services marchands, surtout ceux orientés vers les entreprises, voient leurs effectifs diminuer. Quant à la construction, les difficultés persistent. Sur un an, l'emploi salarié progresse de 0,8 % alors qu'il est stable au niveau national. Le recours à l'intérim diminue, avec une baisse notable dans la construction et le commerce. Le recours au dispositif d'activité partielle est moins mobilisé qu'au 1er trimestre 2024. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 9 600) rattrape son niveau d'il y a un an (-0,9 %, soit -80), une baisse annuelle moins favorable que celle de la région.

Au troisième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle baisse légèrement par rapport au volume autorisé au 1er trimestre 2024. Les défaillances d'entreprises sont plus nombreuses qu'il y a un an à la même période mais le volume d'emplois menacés est moins important. Comme au niveau régional, la demande d'emploi de catégorie A augmente : +0,7 % (+1,1 % au niveau régional). Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité diminue de 0,2 %. Globalement, la demande d'emploi pour les catégories ABC progresse légèrement. Cette dégradation du marché du travail (catégorie A) est observée aussi bien chez les femmes (+0,7 %) que chez les hommes (+0,6 %). Les inscriptions des personnes de 50 ans ou plus ont également augmenté ce trimestre. Les inscriptions à France Travail, bien qu'en baisse sur le trimestre, dépassent le flux de sorties.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

3^{ème} Trimestre 2024

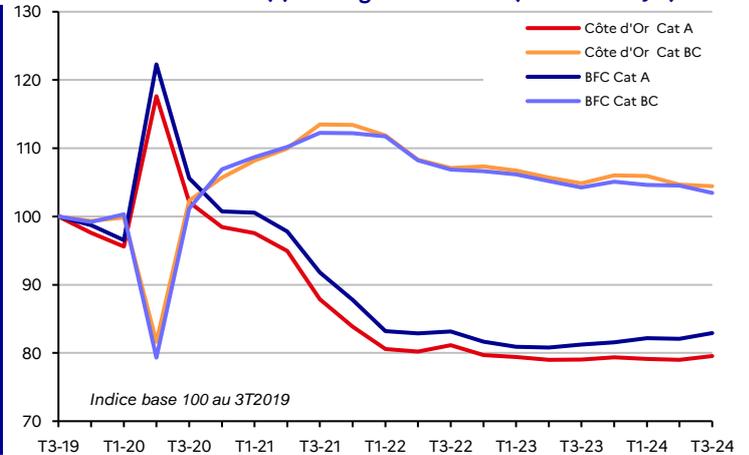
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T3 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Côte d'Or :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	18 100	+0,7	+0,7
Catégories B, C	18 360	-0,2	-0,4
Catégories A, B, C	36 460	+0,2	+0,1
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	102 190	+1,1	+2,1
Catégories B, C	93 830	-1,0	-0,7
Catégories A, B, C	196 010	0,0	+0,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Côte d'Or			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégorie A		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	9 380	+0,6	+1,3	+1,5	+3,6
< 25 ans	1 390	0,0	+4,5	+1,7	+3,1
25 - 49 ans	5 470	+0,6	+1,3	+1,5	+4,0
50 ans et plus	2 520	+1,2	-0,4	+1,5	+2,9
Femmes	8 710	+0,7	-0,1	+0,6	+0,6
< 25 ans	1 170	+0,9	0,0	-0,4	+0,6
25 - 49 ans	5 130	-0,6	-2,1	+0,5	+0,6
50 ans et plus	2 410	+3,4	+3,9	+1,1	+0,4
Total	18 100	+0,7	+0,7	+1,1	+2,1
< 25 ans	2 560	+0,4	+2,4	+0,7	+2,0
25 - 49 ans	10 600	0,0	-0,3	+1,0	+2,4
50 ans et plus	4 930	+2,3	+1,6	+1,4	+1,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Côte d'Or			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	17 690	+0,1	+1,4	+0,2	+2,0
< 25 ans	2 410	+1,7	+3,4	+0,1	+2,0
25 - 49 ans	10 680	-0,6	+1,1	-0,2	+1,5
50 ans et plus	4 600	+1,1	+1,1	+0,9	+2,8
Femmes	18 770	+0,3	-1,1	-0,1	-0,4
< 25 ans	2 210	+2,3	+2,3	+0,2	+1,0
25 - 49 ans	11 230	-0,4	-2,1	-0,3	-1,0
50 ans et plus	5 330	+0,9	-0,2	+0,4	+0,1
Total	36 460	+0,2	+0,1	0,0	+0,7
< 25 ans	4 620	+2,0	+2,9	+0,1	+1,5
25 - 49 ans	21 910	-0,5	-0,5	-0,2	+0,3
50 ans et plus	9 930	+1,0	+0,3	+0,6	+1,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	20 100	+0,2	+1,0	-0,2	+1,4
DELD :					
1 à 2 ans	7 070	-0,6	+1,6	+0,2	+3,3
2 à 3 ans	3 270	+3,5	+0,9	+3,2	+3,4
3 ans et plus	6 020	-0,3	-4,7	-1,0	-5,8
Total DELD	16 360	+0,3	-1,0	+0,4	-0,1
Part des DELD	44,9%	+0,1 pt	-0,5 pt	+0,2 pt	-0,3 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2	Moyenne annuelle	
	2024	2024	2023
Assurance chômage	15 450	16 070	15 480
Solidarité - Etat	1 370	1 380	1 470
Autres	560	570	530
Total DE indemnisés	17 380	18 020	17 480
Formation	1 160	1 240	1 430
Part des DE indemnisés* :			
Côte d'Or	45,6%		
BFC	46,4%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Côte d'Or			BFC	
	T3 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	953	+20	+2,2	+74	+1,6
Fin de mission d'intérim	234	-40	-14,6	-84	-4,8
Démission	258	+2	+0,7	-19	-1,4
Rupture conventionnelle	293	+7	+2,4	-14	-1,1
Licenc. économique	61	+16	+34,8	+152	+50,9
Autre licenciement	206	-7	-3,1	+34	+2,8
Première entrée ⁽¹⁾	283	-11	-3,7	-74	-5,5
Retour d'inactivité ⁽²⁾	678	-120	-15,1	-605	-13,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	678	+14	+2,1	-96	-2,6
Autre motif ⁽⁴⁾	353	+46	+15,0	+137	+10,2
Motif indéterminé	297	+17	+6,2	+20	+1,1
Total	4 294	-56	-1,3	-475	-2,1

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Côte d'Or			BFC	
	T3 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	486	-102	-17,3	-437	-15,2
Entrée en stage ou formation	442	+27	+6,6	-57	-2,4
Arrêt de recherche**	329	-22	-6,4	-110	-5,8
dont maladie	207	0	0,0	-37	-3,3
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 823	-47	-2,5	-5	0,0
Radiation administrative	318	+8	+2,6	+12	+0,6
Autre cas ⁽²⁾	343	-17	-4,7	-40	-2,2
Total	3 741	-153	-3,9	-636	-3,1

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

ns : non significatif

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO	Catégorie A	T3 2024	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
			1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
	Beaune	2 770	+1,5	+0,7	50,9	13,4	32,5	5,3
	Dijon	13 530	+0,8	+1,5	47,8	14,4	25,0	7,8
	Montbard	1 800	-0,6	-5,3	46,7	13,3	36,1	7,3
	Dijon métropole	11 050	+0,9	+1,4	52,9	14,2	23,6	9,2
	Côte d'Or	18 100	+0,7	+0,7	48,1	14,1	27,2	7,2

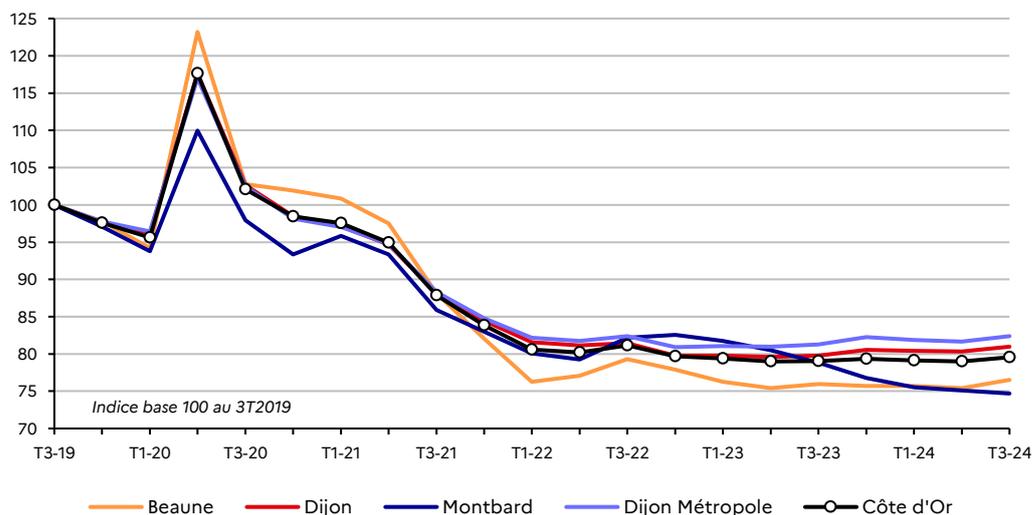
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2021

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Catégories A, B, C	T3 2024	Var. (en %) sur		Plus d'un an		
			1 Trim.	1 an	T3 2024	Var. (en %) sur	
						1 Trim.	1 an
	Beaune	6 200	+0,5	+0,8	2 900	+1,0	+1,0
	Dijon	26 590	+0,3	+0,5	11 610	+0,3	-0,9
	Montbard	3 670	-0,3	-3,2	1 850	-0,5	-4,6
	Dijon métropole	20 810	+0,4	+0,5	8 840	+0,1	-0,7
	Côte d'Or	36 460	+0,2	+0,1	16 360	+0,3	-1,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
570	-5,0	530	-7,0
2 770	-2,1	2 710	-3,6
320	-3,0	320	0,0
2 250	-3,0	2 190	-2,7
3 660	-2,7	3 560	-4,0

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

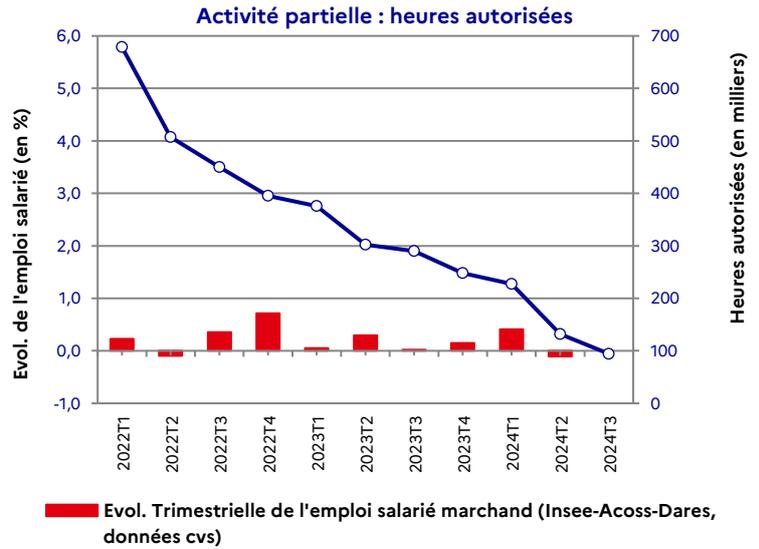
Activité partielle

Données CJO*	Côte d'Or	
	T2 2024	T3 2024
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	46	34
Volume d'heures autorisées	132 170	94 400
dont :		
Agriculture	1 036	0
Industrie	85 115	71 354
Construction	6 911	704
Commerce	12 123	4 768
Services	26 985	17 574
Etablissements autorisés	43	31
dont : éta-b de 50 sal. et plus	12	10
Nombre de salariés concernés**	1 370	1 041
Total heures autorisées 12 mois glissés	897 883	702 260

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



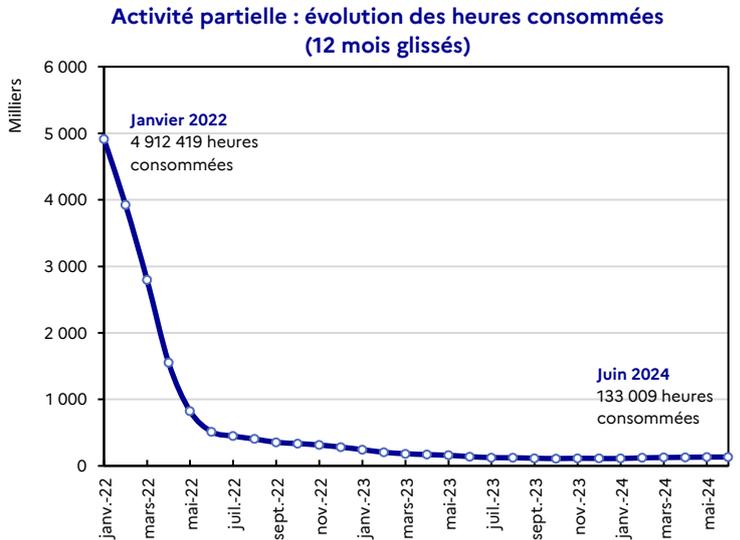
Données brutes	Côte d'Or	
	T1 2024	T2 2024
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	46 565	21 276
dont :		
Agriculture	224	231
Industrie	9 978	3 781
Construction	8 479	166
Commerce	4 784	1 709
Services	23 100	15 389
Etab's ayant consommé des heures	35	23
dont : éta-b de 50 sal. et plus	9	4
Nombre de salariés concernés**	355	120
Total heures consommées 12 mois glissés	125 621	133 009

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes	Côte d'Or	
	T3 2024	Evol./T3 2023 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	1 783	+12,1
dont :		
Entreprises individuelles	233	+7,4
Micro-entrepreneurs	1 169	+15,6
Sociétés	381	+5,0
Cumul sur 12 mois glissés	7 163	+6,5
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	614	+5,9
Cumul sur 12 mois glissés	2 594	+6,4

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Côte d'Or	
	T3 2024	Evol./T3 2023 (en %)
Ouvertures de procédures		
Nombre d'ouvertures de procédures	85	+11,8
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	32	+6,7
Liquidations judiciaires directes	53	+15,2
Nombre d'emplois menacés	490	-39,9
dont :		
Agriculture	12	n.s.
Industrie	s	s
Construction	45	+7,1
Commerce	335	n.s.
Services	98	-83,0
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	462	+35,9

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Côte d'Or 2 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	5 110	-30	-0,6	-80	-1,6	5 160	-40	-0,8	-90	-1,7
Industrie	27 030	+140	+0,5	+430	+1,6	29 090	+100	+0,3	+310	+1,1
Industrie agro-alimentaire	5 110	+40	+0,7	+140	+2,8	5 470	+40	+0,8	+160	+2,9
Industries extractives, énergie, eau, déchets	3 050	+30	+0,9	+50	+1,8	3 180	+30	+0,8	-10	-0,4
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 800	+30	+0,6	+80	+1,8	5 140	+30	+0,6	+100	+2,0
Matériels de transport	1 410	-20	-1,5	-60	-3,8	1 510	-30	-2,1	-120	-7,5
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	12 650	+70	+0,6	+200	+1,6	13 790	+30	+0,2	+180	+1,3
Construction	12 700	+20	+0,2	+30	+0,2	13 770	-50	-0,4	-90	-0,6
Commerce ; réparation auto.	27 770	-80	-0,3	-110	-0,4	28 200	-100	-0,4	-190	-0,7
Services marchands	67 670	-90	-0,1	+770	+1,1	69 650	-50	-0,1	+770	+1,1
Transports et entreposage	14 090	+30	+0,2	-40	-0,3	14 890	+30	+0,2	-40	-0,3
Hébergement et restauration	10 390	-10	-0,1	+180	+1,7	10 510	+10	+0,1	+210	+2,1
Information et communication	3 820	-10	-0,3	+90	+2,5	3 860	0	-0,1	+70	+1,9
Services financiers	6 400	-50	-0,7	-30	-0,4	6 450	-60	-0,9	-20	-0,3
Services immobiliers	1 390	0	+0,1	-30	-1,9	1 400	0	-0,1	-30	-2,1
Services aux entreprises	22 470	-130	-0,6	+510	+2,3	23 360	-70	-0,3	+500	+2,2
Services aux ménages	9 120	+70	+0,8	+90	+1,0	9 180	+50	+0,5	+80	+0,9
Services non marchands	76 720	+270	+0,4	+1 130	+1,5	76 960	+270	+0,4	+1 120	+1,5
Ensemble	216 990	+230	+0,1	+2 160	+1,0	222 830	+120	+0,1	+1 820	+0,8

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

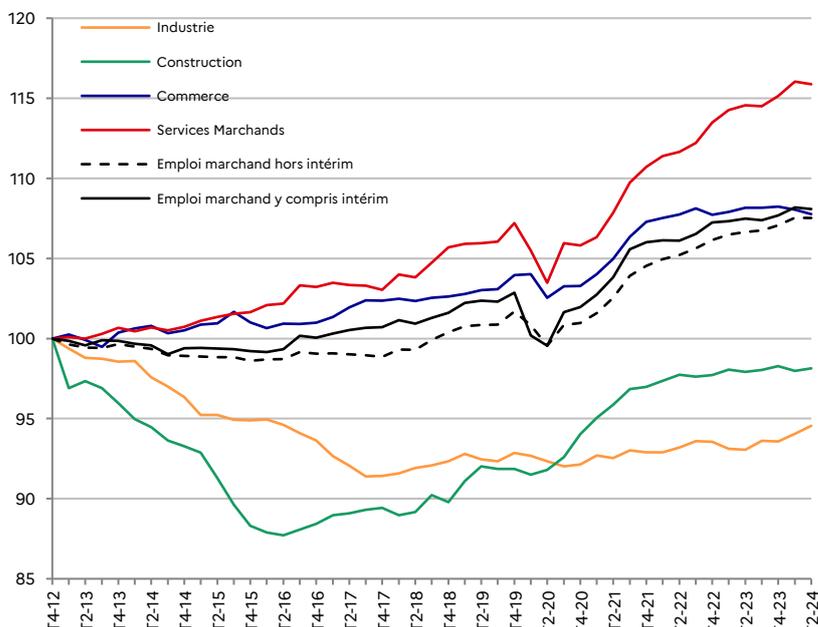
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

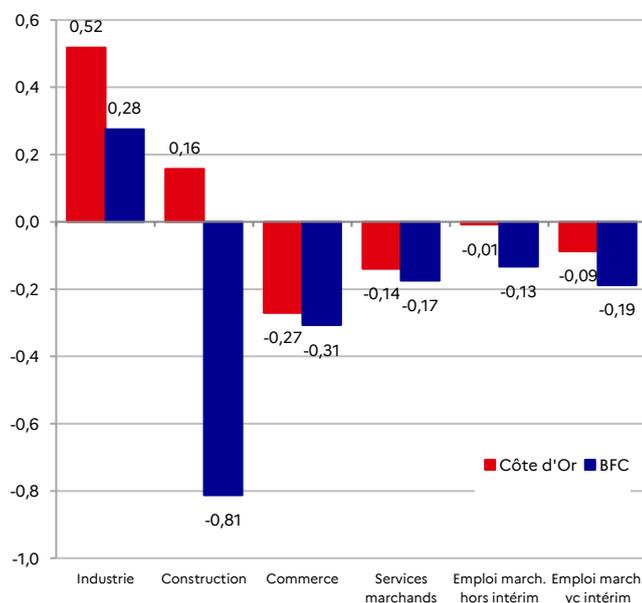
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} et le 2^{ème} trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.



Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Côte d'Or 2 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	50	-20,6	-14,7	1,0	-0,2	70	0,0	-12,5	1,9	+0,1
Industrie	2 330	-1,2	-4,5	7,9	-0,5	2 250	-0,4	-7,0	2,4	0,0
Construction	1 090	-12,5	-15,6	7,9	-1,4	1 120	-8,9	-8,9	3,4	-0,4
Commerce	460	-10,4	-18,5	1,6	-0,4	530	0,0	-8,6	1,5	0,0
Services	2 200	+1,5	-6,2	3,2	-0,2	2 220	-3,9	-9,4	1,2	+0,1
Ensemble	6 130	-3,5	-8,5	4,2	-0,4	6 180	-3,4	-8,4	1,8	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoos-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

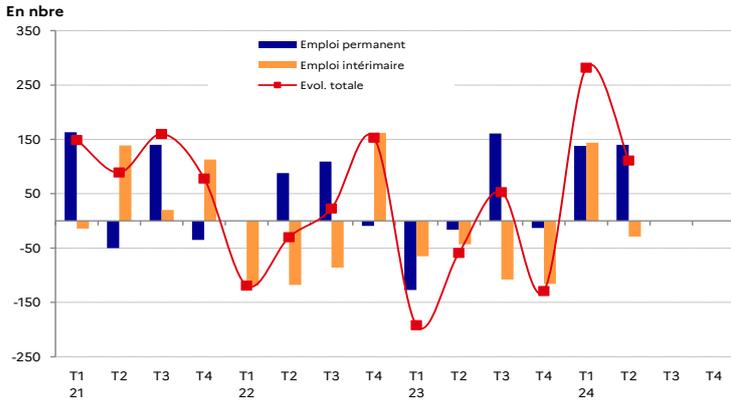
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

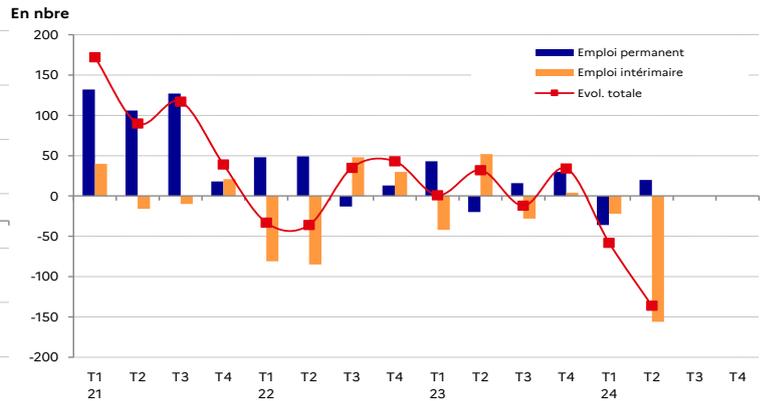
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

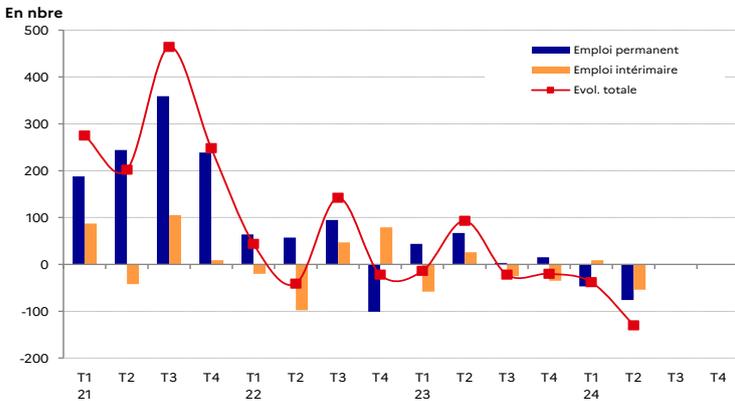
Industrie



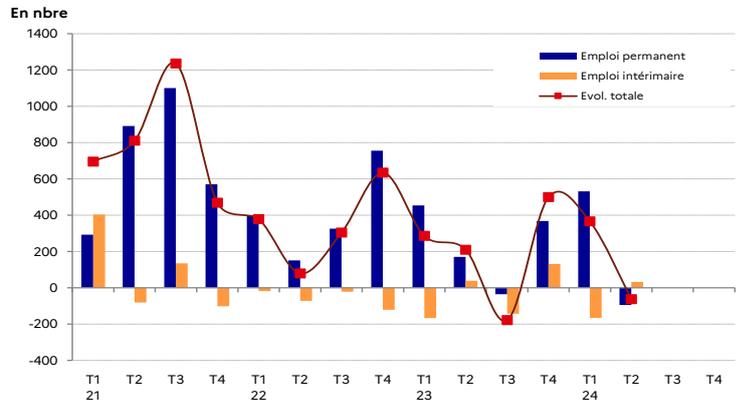
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoos-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Côte d'Or		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2ème trimestre 2024						
Embauches		1 604	768	4 182	43 695	50 249
Répartition en %		3,2	1,5	8,3	87,0	100,0
dont en % :						
	CDD	50,4	40,4	64,8	89,9	85,8
	< 25 ans	32,5	27,5	53,9	23,8	26,6
	25 - 49 ans	47,7	54,6	34,2	45,6	44,9
	50 - 54 ans	7,5	6,1	3,6	9,2	8,7
	55 ans ou plus	11,1	7,3	6,5	20,1	18,5
	Femmes	41,9	13,8	56,0	64,1	61,9
Sorties		1 603	926	4 116	43 966	50 611
Répartition en %		3,2	1,8	8,2	87,5	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	35,3	21,8	51,2	85,9	80,3
	dont CDD < 1 mois	58,5	21,3	70,2	90,6	88,7
	Demissions	23,5	36,9	23,8	6,4	8,9
	Licenciements économiques	2,2	2,3	0,9	0,2	0,3
	Licenc. non économiques	11,3	13,7	6,0	2,1	2,9
	Retraite	7,9	2,9	4,2	0,6	1,0
	Ruptures Conventionnelles	7,3	10,3	1,7	1,1	1,7
	< 25 ans	26,5	24,5	49,9	22,8	25,1
	25 - 49 ans	45,4	52,9	35,9	45,7	45,1
	50 - 54 ans	7,6	7,5	3,7	9,3	8,8
	55 ans ou plus	19,5	10,9	9,0	20,9	19,7
	Femmes	41,9	13,0	56,4	64,3	62,0

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

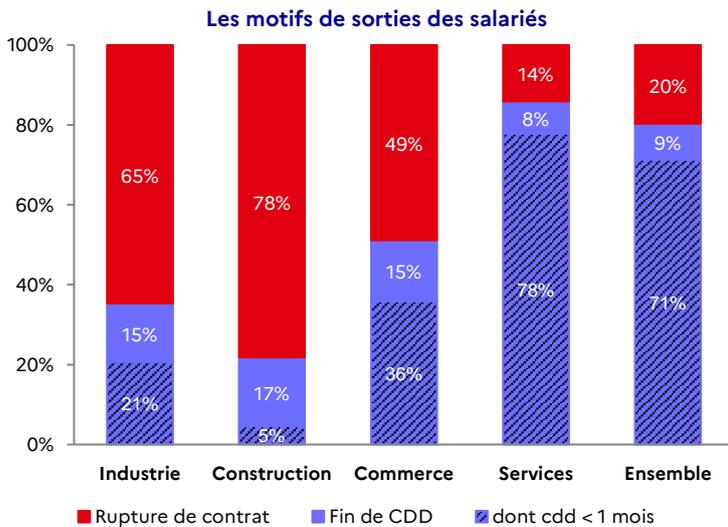
L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

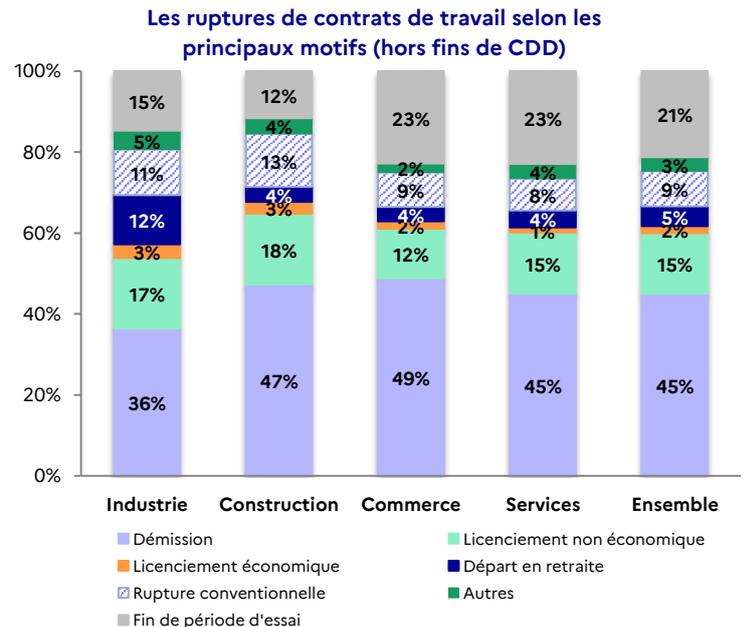
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 2ème trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 50,4 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,2 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,3 % tous secteurs confondus



Lecture : dans le commerce, 36 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.



Lecture : dans l'industrie, 36 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Côte d'Or		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2ème trimestre 2024							
Actifs en emploi (en %)		11,7	59,0	12,5	16,8	51,8	30,3
Embauches		13 391	22 543	4 350	9 294	31 116	8 440
dont en % :							
	CDD	85,3	82,3	88,0	94,5	89,4	88,7
Sorties		12 728	22 804	4 451	9 995	31 361	8 114
dont en % :							
	Fins de CDD	77,6	78,0	84,7	87,4	84,7	81,8
	dont CDD < 1 mois	84,4	88,3	91,4	94,3	90,4	86,6
	Demissions	11,1	10,9	5,8	2,7	7,2	9,6
	Licenciements économiques	0,0	0,4	0,8	0,4	0,2	0,0
	Licenc. non économiques	4,3	2,7	2,9	1,8	2,2	3,0
	Retraite	0,0	0,0	0,1	4,7	0,7	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,8	2,6	1,9	0,8	1,4	0,6

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 94,5 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

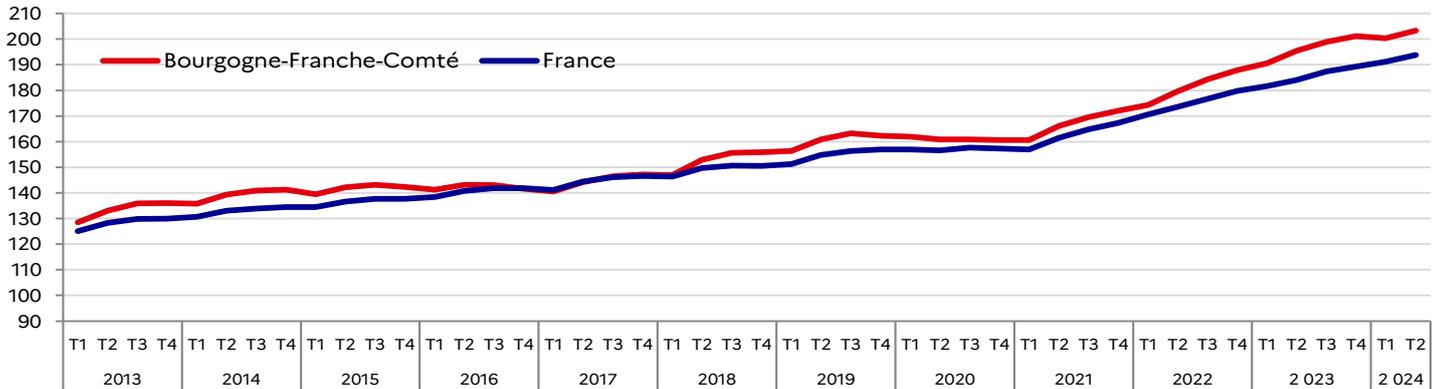
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	222 830	22,4	+0,1	+1 820	+0,8	248	0,5	+6,0	+29	+13,2
Doubs	254 900	199 810	20,1	+0,2	+880	+0,4	33 883	70,7	+1,4	+1 211	+3,7
Jura	116 590	87 870	8,8	-0,5	-410	-0,5	7 950	16,6	+1,7	+324	+4,2
Nièvre	80 648	64 610	6,5	-0,2	-230	-0,4	27	0,1	+8,0	+8	+42,1
Haute-Saône	104 664	69 300	7,0	-0,3	-580	-0,8	797	1,7	+3,0	+77	+10,7
Saône-et-Loire	238 264	191 480	19,2	-0,1	-310	-0,2	247	0,5	+5,1	+20	+8,8
Yonne	145 199	109 660	11,0	-0,3	-700	-0,6	33	0,1	+6,5	+8	+32,0
Territoire de Belfort	64 290	49 140	4,9	+0,0	-130	-0,3	4 732	9,9	+0,9	+171	+3,7
BFC	1 254 913	994 710	100,0	-0,1	+340	+0,0	47 917	100,0	+1,5	+1 848	+4,0

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

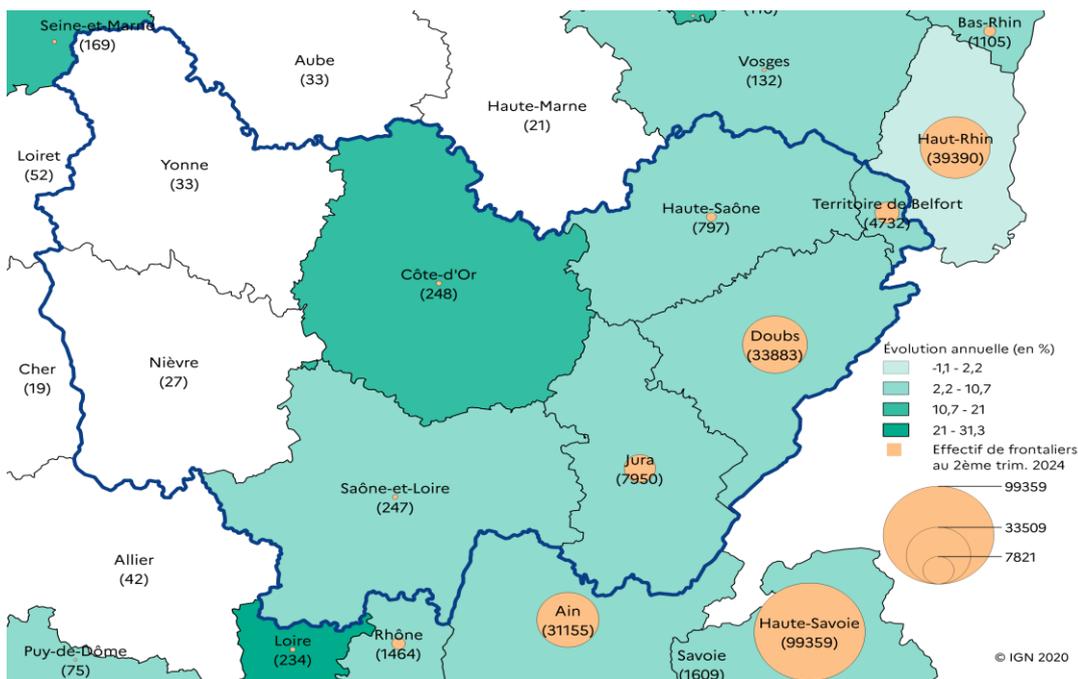
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 3,7 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 883 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Côte d'Or			BFC
	T3	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 23	cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	74	176	-39,3	-33,9
jeunes	23	46	-52,1	-36,9
seniors	29	66	-23,3	-26,5
bénéficiaires RSA	s	18	-43,8	-17,6
DELD	43	98	-41,3	-33,7
TH	12	41	-22,6	-29,7
résidents QPV	s	22	+15,8	+2,8
résidents ZRR	27	65	-47,6	-41,5
éducation nationale	5	7	0,0	-21,9
CIE Jeunes	s	39	-83,0	-75,2
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	413	1 057	-19,2	-4,4
dt résidents QPV	29	82	-42,3	+9,1
CEJ*	359	1 650	+3,9	-0,2
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	24	64	-13,5	+3,9
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T2024)				
- secteur public	s	s	s	+100,0
- secteur privé	174	538	+0,9	-0,4

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 39

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1	Cumul	Var.(%)/ cumul 2023
	2024	2024	
Côte d'Or	330	330	-14,7
Doubs	460	460	+13,9
Jura	265	265	-7,3
Nièvre	162	162	-17,3
Haute-Saône	156	156	-1,3
Saône-et-Loire	449	449	-0,4
Yonne	351	351	-6,9
Territoire de Belfort	115	115	-14,8
BFC	2 288	2 288	-4,4

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Côte d'Or		BFC
	T3	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	164	-22,1	-11,1
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	1 737	-18,7	-15,7
CEJ*	888	+18,5	+9,8
IAE (au 1T 2024)	1 311	-0,2	-1,7

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscales.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2024 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2024)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 627	-0,9	37 673	-2,7	9 137	+4,6	1 383	-8,0
Doubs	12 320	-0,7	32 663	-4,0	10 493	+1,4	1 453	-11,0
Jura	3 413	-3,1	15 150	-4,8	5 570	+3,1	567	-7,1
Nièvre	5 680	+0,4	13 397	-3,2	6 497	+2,1	703	-4,5
Haute-Saône	3 947	-0,8	14 873	-4,1	5 920	+5,7	853	-6,9
Saône-et-Loire	9 483	-6,3	35 847	-4,6	12 710	+4,4	1 683	-11,2
Yonne	8 693	-0,5	22 520	-3,6	7 860	+1,1	1 080	-7,2
Territoire de Belfort	4 070	-4,2	9 380	-4,2	2 723	+9,2	583	-6,9
BFC	57 233	-2,0	181 503	-3,8	60 910	+3,4	8 305	-8,6

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

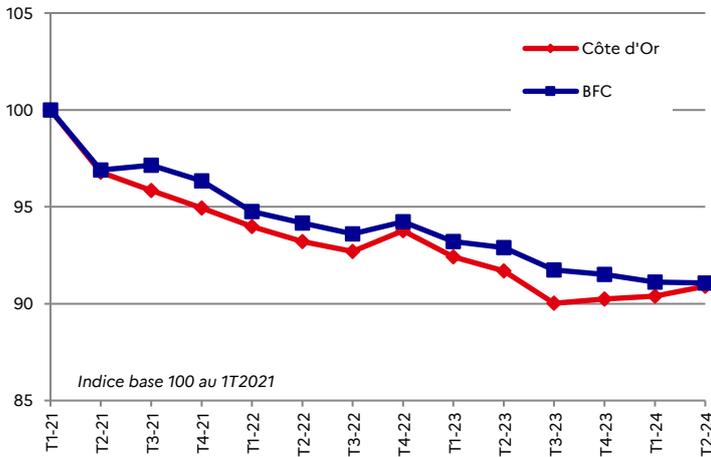
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

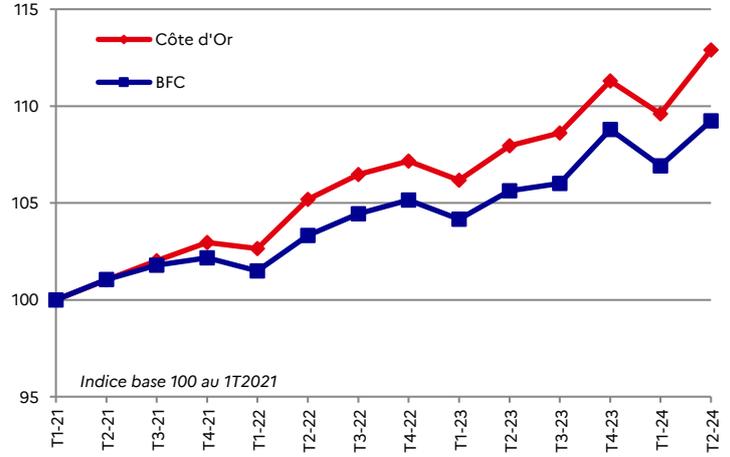
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

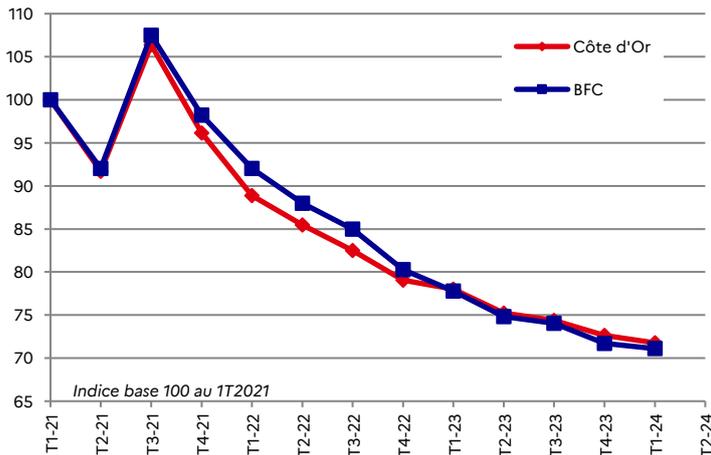
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

